



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 juin 2013

SOMMAIRE

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....	3
RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE.....	5
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	11
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	14



ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 juin 2013

**Attestation de la personne physique responsable du
rapport financier semestriel**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Le 23 juillet 2013
Le Président du Conseil d'Administration
Dominique Thormann



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

30 juin 2013

FAITS MARQUANTS

- Baisse de -31,8Meur du résultat avant impôts du Groupe Diac qui s'établit à 83.2Meur à fin juin 2013 soit 1,97% de l'encours productif moyen. Cette évolution est le reflet de la baisse des taux de production, de la baisse de la marge sur service et de l'augmentation des impôts et taxes.
- Baisse du nombre de dossiers VN/VO qui atteint 147 911, en baisse de -7,0%, conséquence de la baisse des immatriculations de l'Alliance (-9,9%) compensée partiellement par l'amélioration de la performance commerciale du Groupe Diac sur les dossiers VO(+1 570 dossiers VO vs fin juin 2012).
- Recul de la marge acquise complète de -15,9Meur (soit 127,9 Meur) consécutive à la baisse des dossiers et à la hausse des rétrocessions vers les constructeurs liée à la croissance du Taux Intervention de la DIAC.
- Fusion absorption de l'entité COGERA par DIAC au 1^{er} mai 2013 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2013.

ACTIVITE COMMERCIALE A FIN JUIN 2013

Les immatriculations

Le marché automobile toutes marques est en baisse de -10,9% par rapport à fin juin 2012, avec 1,120 millions de véhicules vendus.

Dans ce contexte, Renault atteint un volume de 231 949 immatriculations, pour une part de marché VP+VU en recul de 0,5 point à 20,7%.

Sur le marché Grand Public (y compris PGR), Renault immatricule 84 896 véhicules, en baisse de -18,0% par rapport à juin 2012. Les immatriculations Entreprise baissent de -12,9% à 122 523 véhicules.

39 706 véhicules Nissan ont été immatriculés depuis le début de l'année, en baisse de -8,4% par rapport à l'année dernière. La part de marché de la marque progresse de 0,1pt à 3,5%.

Les ventes de Dacia représentent 46 915 immatriculations, en hausse de 7,2% par rapport à l'année dernière. La part de marché augmente de 0,7pt à 4,2%.

L'activité du Groupe Diac

Le Groupe Diac a réalisé 147 911 nouveaux dossiers, contre 159 078 en 2012 (hors dossiers Cogéra). La performance commerciale du Groupe Diac est stable en 2013, la pénétration VN toutes marques s'établissant à 34,7% (contre 34,8% à fin juin 2012). La baisse des volumes s'explique donc essentiellement par la baisse du marché.

- La marge acquise complète s'établit à 127,9Meur en baisse de -15,9Meur. Cette évolution est principalement justifiée par la baisse des dossiers et à la mise en place de rétrocessions de bonifications au constructeur en fonction de la performance commerciale de la DIAC mais partiellement compensée par la très bonne performance des services.

- **En VN Renault,**

Les volumes financés s'inscrivent à 83 692 dossiers, en baisse de -16,7% par rapport 2012. Le taux de pénétration sur immatriculations Renault s'établit à 36,1%, en baisse de 1,6 pt au premier semestre 2012.

DIAC (40 876 dossiers contre 48 568 en juin 2012)

La performance de Diac s'inscrit en baisse par rapport à l'an passé. Cependant le taux de pénétration sur les particuliers gagne 1,1 pt passant de 39,8% à 41,0%.

DIAC LOCATION (42 816 dossiers contre 51 863 en juin 2012)

La performance de l'activité entreprise (le taux d'intervention passe de 38,6% à 37,0%) a souffert principalement sur les segments Overlease (-4 178 dossiers), loueurs (-2 341 dossiers) et DL Clients (-2 476 dossiers).

- **En VN + VO Nissan,** les financements sont en net développement avec 12 144 dossiers réglés, consécutifs à la hausse de la pénétration VN du Groupe DIAC (27,7% en 2013 contre 22,8% en 2012) et à la très bonne performance des dossiers VO (1 145 dossiers en 2013 contre 617 dossiers en 2012).
- **L'activité VO Renault** est stable par rapport à 2012 avec 34 116 dossiers réglés au 1^{er} semestre 2013. Cependant la performance des dossiers à particuliers est en forte hausse (27 894 dossiers en 2013 contre 25 253 dossiers en 2012).
- **L'activité Dacia** est en forte hausse. Le taux d'intervention VN gagne 4,1 pts passant de 29,6% en 2012 à 33,7% en 2013. Le nombre de dossiers réglés en 2013 est en hausse à 17 715 (contre 14 035 en 2012).

Les montants financés s'élèvent à 1,78Geur contre 1,88Geur en 2012 (soit -4,8%). Les encours productifs financiers clientèle s'établissent à fin juin 2013 à 6,1Geur en baisse de -3,4% par rapport à 2012.

- Les **financements aux réseaux (COGERA)** affichent un encours productif moyen de 2,32 Geur (hors affacturage), en hausse de 7,7 % par rapport au 1^{er} semestre 2012. L'année 2013 a débuté avec un encours résiduel important après les facturations élevées de Décembre 2012, encours en décroissance jusqu'aux facturations importantes du mois de Juin pour Renault.

- Les facturations en volume VN Renault (dont RRG) chutent de -13%. L'impact négatif sur l'encours est annulé par la hausse des durées moyennes de règlements (DMR) de +5 jours à près de 58 jours et du montant moyen unitaire financé (+790 €).
- Les facturations Dacia (dont RRG) progressent en volume de 3,8 % et tirent l'encours de 21,3% à 141 Meur. Dans le même temps la DMR recule de 15 jours à 39 jours et le montant moyen unitaire financé est en baisse (-852 €).
- Les facturations Nissan sont en nette diminution, soit près de -22% avec une valeur moyenne financée en hausse (+1144 euros). L'encours est stable à 253 Meur du fait aussi de l'allongement de la DMR de 9 jours à 71 jours.
- Forte hausse de l'encours moyen de l'activité VO (+38%) pour toutes les marques : les facturations sont assez stables et le montant moyen financé est en hausse de (+642 euros).
- L'activité pièces de rechanges des concessions recule de 10% avec un encours de 272 Meur. La DMR s'allonge néanmoins de 12 jours à 56 jours.

▪ **Concernant l'assurance :**

Le portefeuille global des assurances emprunteurs progresse de 2,4% passant de 695 210 à 712 093 dossiers en parc fin juin 2013.

Le TGA Renault est en forte augmentation entre 2012 et 2013 (passant de 160,3% à 173,2%). Ceci reflète la poursuite de la politique marketing de développement des services, illustrée depuis 2010 par le lancement d'offres avec plusieurs assurances packagées.

Sur Nissan, le nombre d'adhésions est en très nette amélioration de +48,9% avec 14 014 adhésions au 1^{er} semestre 2013 avec un TGA en augmentation de 46,2pts.

RESULTATS

Le résultat avant impôts du Groupe Diac s'établit à fin juin 2013 à 83,2Meur, en baisse de -32,2Meur par rapport à 2012. Cette évolution s'explique par :

▪ **Une marge brute hors services en baisse de -7,1Meur :**

Essentiellement :

- la marge brute financière qui diminue de -6,2Meur sur les activités de financement à la clientèle et réseau, conséquence de la baisse des taux des productions du portefeuille (effet taux de -5,2Meur, effet encours de -1,1Meur).
- la valorisation à la juste valeur des titres participatifs émis par Diac génère cette année une charge de -0,8Meur, soit un effet défavorable de -0,7Meur par rapport à fin juin 2012.

▪ **Une diminution de -18,8Meur de la marge sur services :**

Les participations bénéficiaires (DIPE, Perte Financière, Garantie Présence et Assistance) s'établissent à 10,2Meur, soit -20,9Meur par rapport à juin 2012. Cette baisse s'explique principalement par la reprise de l'activité des assurances emprunteurs et pertes financières par les sociétés d'assurances de RCI Banque.

Les commissions d'assurance s'établissent à 17,9Meur, en recul de -0,7Meur.

Le résultat entretien est en amélioration de +3,2Meur essentiellement grâce à la baisse des sinistres (qualité des véhicules).

▪ **Des autres produits et charges bancaires en hausse de +4,5Meur :**

Essentiellement :

- la baisse des primes de segment par rapport à juin 2012 soit un effet défavorable de -1,7Meur.
- un écart favorable de +3,0Meur sur les produits refacturés sur les fins de contrats de location .
- l'actualisation de la provision pour couvrir le risque de défaillance du réseau sur ses engagements de reprise ayant un effet défavorable de +2,8Meur du fait de l'entrée au périmètre alerte/pré-alerte de concessionnaires.

▪ **Des coûts de distribution en évolution défavorable de -6,2Meur :**

Essentiellement :

La hausse des rétrocessions constructeurs sur S2 2012 et S1 2013 liée notamment à la hausse du Taux Intervention Financement a généré un impact négatif sur le 1^{er} semestre 2013 de -5.1Meur.

L'évolution de l'activité commerciale et du portefeuille justifie un surcoût de -0,5Meur.

▪ **Un coût du risque en évolution défavorable de -0,6Meur**

- Dont Diac +1,5 Meur :

L'évolution très légèrement défavorable du coût du risque constatée sur la clientèle grand public (-0,2 Meur) résulte de l'augmentation des masses en recouvrement - 90 jours (principalement d'éléments non récurrents en juin 2013 : effet RAI défavorable). Cette augmentation est partiellement compensée par une baisse continue des stocks de contrats en recouvrement +90 jours et contentieux.

La charge de coût du risque de l'activité « Facility Management » (encours en déchéance du terme de l'activité carte RDP / Personnalités laissés en gestion chez Cofinoga) présente un écart favorable 709 Keur. Le taux de couverture des encours est de 62%.

Enfin le coût du risque de la SEP Novafi est en écart favorable de 999Keur suite à un resserrement par Sofinco des conditions d'octroi sur cette activité.

- Dont Diac Location +2,5Meur

Le coût du risque Diac location à -1,8Meur s'est amélioré par rapport à juin 2012 (-4,3Meur). Sur l'activité clientèle, l'évolution est en écart favorable de +2,6Meur en raison d'une part de la diminution des mutations au contentieux (-7% en montant) et d'autre part de la hausse des récupérations liée à un marché VO stabilisé au cours du premier semestre 2013 alors qu'il s'était fortement dégradé en 2012. L'espérance de récupération (76,2% à fin juin 2013) a progressé de +3 points par rapport à juin 2012.

Au niveau des comptes acheteur, l'évolution est défavorable (-0,1Meur) avec cependant des masses à provisionner sous contrôle.

- Dont Cogéra -4,7Meur

Le coût du risque Cogéra qui présente une charge de -2,9Meur est en augmentation par rapport à juin 2012 où il représentait un produit de +1,8Meur. Cette évolution s'explique principalement par :

- Une légère diminution du provisionnement collectif en écart favorable de 0,2Meur. L'assiette de provisionnement (encours moyen 12 mois) est en hausse de 33,6Meur contre une hausse de 48Meur à juin 2012.
- Une augmentation du provisionnement technique en écart défavorable de 10Meur (révision à la hausse du taux de couverture en 2013 contre une diminution en 2012).
- Une augmentation du provisionnement des encours sous surveillance : effet défavorable de 10,8Meur par entrée de 2 groupes de cette catégorie.
- Les encours douteux présentent une évolution favorable de 49Meur en raison de la stabilité des encours à provisionner (absence de passage de groupe en douteux au cours du premier semestre 2013) alors que 2 groupes avaient été classés en pré alerte au premier semestre 2012. L'écart favorable au niveau des provisions se situe à 15,1Meur.

▪ **Des frais de fonctionnement en évolution défavorable de -4,0Meur :**

Essentiellement :

- L'augmentation de la CVAE et de l'Organic de 2012 du groupe DIAC génère sur 2012 un effet défavorable de - 3,2Meur.
- L'augmentation des frais administratifs (effet défavorable de -0,8Meur).

Les effectifs (y compris RGM) s'inscrivent à 1 242 CDI/CDD inscrits contre 1 252 à fin juin 2012.

PERSPECTIVES DU SECOND SEMESTRE

Le premier semestre 2013 a été fortement impacté par une baisse du marché toutes marques qui devrait se redresser légèrement en fin d'année pour une baisse annuelle prévue de -8% contre -10,9% à fin juin.

Pour l'activité Grand Public VN, nos actions concertées avec les constructeurs seront axées sur les produits fidélisants. Nous disposerons également d'opérations "tactiques" en crédit classique liées aux assurances emprunteurs. Concernant le VO, nous continuerons de promouvoir des offres de financement attractives combinées à nos extensions de garantie.

Pour l'activité Entreprise, la performance dépendra de l'évolution du marché des flottes mais également de la situation du risque des entreprises. Dans ce contexte, il conviendra de poursuivre les actions promotionnelles engagées au cours du 1er semestre sur les cibles artisans commerçants et développer les services associés aux financements.



**RAPPORT DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES SUR
L'INFORMATION FINANCIERE
SEMESTRIELLE**

30 juin 2013

ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris- La Défense 1

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

DELOITTE & ASSOCIES
185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

DIAC

Société Anonyme

14, Avenue du Pavé Neuf
93168 Noisy-Le-Grand Cedex

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société DIAC, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 26 juillet 2013

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG Audit

DELOITTE & ASSOCIES

Bernard HELLER

Charlotte VANDEPUTTE



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

30 juin 2013

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	16
1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS	20
2. REGLES ET METHODES COMPTABLES	20
3. STRUCTURE DU GROUPE.....	21
4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	21
5. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES.....	23

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - en millions d'euros	Notes	06/2013	12/2012
Instruments dérivés	2	7	28
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3	1 633	1 122
Prêts et créances sur la clientèle	4 et 5	9 459	9 233
Comptes de régularisation et actifs divers	6	430	259
Opérations de location opérationnelle	4 et 5	99	71
Immobilisations corporelles et incorporelles		22	20
TOTAL ACTIF		11 650	10 733

PASSIF - en millions d'euros	Notes	06/2013	12/2012
Instruments dérivés	2	2	49
Dettes envers les établissements de crédit	7.2	7 860	6 730
Dettes envers la clientèle	7.3	16	13
Dettes représentées par un titre	7.4	2 385	2 575
Comptes de régularisation et passifs divers	8	616	651
Provisions	9	53	53
Dettes subordonnées	11	10	9
Capitaux propres		708	653
- Dont capitaux propres part des actionnaires de la société mère		708	652
Capital souscrit et réserves liées		61	61
Réserves consolidées et autres		594	498
Gains ou pertes latents		(2)	(25)
Résultat de l'exercice		55	118
- Dont capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle			1
TOTAL PASSIF		11 650	10 733

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	06/2013	06/2012	12/2012
Intérêts et produits assimilés	15	248	273	527
Intérêts et charges assimilés	16	(130)	(142)	(266)
Commissions (Produits)		1	1	3
Commissions (Charges)		(1)	(1)	(3)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		(1)		
Produits (charges) nets des autres activités	17	49	63	100
PRODUIT NET BANCAIRE		166	194	361
Charges générales d'exploitation	18	(63)	(59)	(123)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(2)	(2)	(3)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		101	133	235
Coût du risque	19	(18)	(17)	(44)
RESULTAT D'EXPLOITATION		83	116	191
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés				
RESULTAT AVANT IMPOTS		83	116	191
Impôts sur les bénéfices	20	(28)	(42)	(72)
RESULTAT NET		55	74	119
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle			1	1
Dont part des actionnaires de la société mère		55	73	118
Résultat net par action (*) et en euros		13,81	18,28	29,48
Résultat net dilué par action et en euros		13,81	18,28	29,48

(*) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapporté au nombre d'actions

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2013	06/2012	12/2012
RESULTAT NET	55	74	119
Autres éléments du résultat global	23	(22)	(37)
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies		(1)	(2)
Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net		(1)	(2)
Opérations de couverture de flux de trésorerie	23	(20)	(35)
Autres gains et pertes latents		(1)	
Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	23	(21)	(35)
RESULTAT GLOBAL	78	52	82
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		1	1
Dont part des actionnaires de la société mère	78	51	81

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Capital	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Gains / pertes latents ou différés	Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des part. ne donnant pas le contrôle)	Total capitaux propres consol.
	(1)		(2)		(3)				
Capitaux propres au 31 décembre 2011	61		483		12	149	705	4	709
Affectation du résultat de l'exercice précédent			149			(149)			
Capitaux propres au 1 janvier 2012	61		632		12		705	4	709
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					(21)		(21)		(21)
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies					(1)		(1)		(1)
Résultat de la période avant affectation						73	73	1	74
Résultat global de la période					(22)	73	51	1	52
Effet des variations de périmètre et autres			1				1	(1)	0
Effet des augmentations de capital	0						0		0
Distribution de la période			(1)				(1)	(1)	(2)
Capitaux propres au 30 juin 2012	61		632		(10)	73	756	3	759
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					(14)		(14)		(14)
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies					(1)		(1)		(1)
Résultat de la période avant affectation						45	45		45
Résultat global de la période					(15)	45	30		30
Effet des variations de périmètre et autres			1				1	(2)	(1)
Distribution de la période			(135)				(135)		(135)
Capitaux propres au 31 décembre 2012	61		498		(25)	118	652	1	653
Affectation du résultat de l'exercice précédent			118			(118)			
Capitaux propres au 1 janvier 2013	61		616		(25)		652	1	653
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					23		23		23
Résultat de la période avant affectation						55	55		55
Résultat global de la période					23	55	78		78
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres								(1)	(1)
Distribution de la période			(22)				(22)		(22)
Capitaux propres au 30 juin 2013	61		594		(2)	55	708		708

- (1) Le capital social de DIAC S.A. est de 61 millions d'euros. Il est composé de 4.000.000 actions de 15.25 euros entièrement libérées et détenues par RCI Banque.
- (2) L'Assemblée Générale du 23 mai 2013 fixe le dividende au titre de l'exercice 2012 à 156.76 millions d'euros. Un acompte de 135 millions d'euros avait été décidé par le Conseil d'administration du 26 novembre 2012 et versé le 30 novembre 2012. Le solde de 21.76 millions d'euros a été versé le 28 mai 2013.
- (3) Comprend notamment les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et les écarts actuariels IAS 19 révisé.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2013	06/2012	12/2012
Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	55	73	118
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2	2	3
Dotations nettes aux provisions	(6)	(1)	7
Produits et charges d'impôts différés	5	3	13
Résultat net - part des participations ne donnant pas le contrôle		1	1
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	1		
Capacité d'autofinancement	57	78	142
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	(27)	(33)	(15)
Total des éléments non monétaires indus dans le résultat net et autres ajustements	(25)	(28)	9
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	846	102	314
- Encaissements/décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	(715)	109	(483)
- Encaissements/décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	1 561	(7)	797
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(243)	(253)	(160)
- Encaissements/décaissements liés aux créances sur la clientèle	(246)	(258)	(162)
- Encaissements/décaissements liés aux dettes sur la clientèle	3	5	2
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(370)	(244)	(141)
- Encaissements/décaissements liés aux dettes représentées par des titres	(181)	(160)	(113)
- Encaissements/décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	(189)	(84)	(28)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(2)		
Diminution / augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	232	(395)	13
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	262	(350)	140
Flux liés aux actifs financiers et aux participations			(2)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(4)	(6)	(9)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(4)	(6)	(11)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(22)	(2)	(137)
- Dividendes versés	(22)	(2)	(137)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement			(1)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(22)	(2)	(138)
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)	236	(358)	(9)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	(297)	(287)	(288)
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(297)	(287)	(288)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	(61)	(645)	(297)
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	157	130	362
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(218)	(775)	(659)
Variation de la trésorerie nette	236	(358)	(9)

La ligne 'Trésorerie et équivalents de trésorerie' est composée de dépôts à vue et opérations au jour le jour. Ces éléments constitutifs sont présentés en notes 3 et 7.2.

ANNEXE AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES

1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes consolidés semestriels du groupe DIAC au 30 juin 2013 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 23 juillet 2013.

Les comptes consolidés du groupe DIAC, pour l'année 2012, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 26 mars 2013 et approuvés à l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2013. Cette dernière a voté la distribution d'un dividende de 39,19 euros par action, soit 156,760 millions d'euros.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers du groupe DIAC arrêtés au 31 décembre 2012 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2012 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2013 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus de manière concomitante avec les états financiers au 31 décembre 2012. A l'exception des changements mentionnés ci-après, les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2012.

Les normes et amendements suivants, parus au Journal Officiel de l'Union européenne à la date de clôture des comptes semestriels sont appliqués pour la première fois au 30 juin 2013 :

Norme	Description	Date d'application obligatoire
IFRS 10	Etats financiers consolidés	1 ^{er} janvier 2014 ⁽¹⁾
IFRS 11	Partenariats	1 ^{er} janvier 2014 ⁽¹⁾
IFRS 12	Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	1 ^{er} janvier 2014 ⁽¹⁾
IFRS 13	Evaluation de la juste valeur	1 ^{er} janvier 2013
IAS 19 révisée	Avantages du personnel	1 ^{er} janvier 2013
Améliorations de diverses normes	Améliorations annuelles - Cycle 2009-2011	1 ^{er} janvier 2013
Amendement d'IFRS 7	Instruments financiers : informations à fournir - Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers	1 ^{er} janvier 2013
Amendements d'IFRS 10, d'IFRS 11 et d'IFRS 12	Etats financiers consolidés, partenariats et informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités - Dispositions transitoires	1 ^{er} janvier 2014 ⁽¹⁾
Amendement d'IAS 1	Présentation des états financiers - Présentation des autres éléments du résultat global	1 ^{er} janvier 2013
Amendement d'IAS 12	Impôts sur le résultat – Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents	1 ^{er} janvier 2013
Amendement d'IAS 28	Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	1 ^{er} janvier 2014 ⁽¹⁾

(1) Ces normes et amendements, parus au Journal Officiel de l'Union européenne à la date de clôture des comptes semestriels et d'application obligatoire au 1er janvier 2014, ont été appliqués par anticipation par le Groupe au 1er janvier 2013.

La seule norme ayant un impact sur les comptes arrêtés au 30 juin 2013 est la norme IAS 19 révisée « Avantages du personnel » ; cet impact est non significatif.

L'amendement de la norme IAS 1 introduit une présentation des autres éléments du résultat global en deux catégories distinctes : les éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat et ceux qui ne le seront pas. Ce changement de présentation a été appliqué dans les comptes arrêtés au 30 juin 2013.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation l'amendement d'IAS 32 « Instruments financiers : présentation – Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers », paru au Journal Officiel de l'Union européenne, et dont l'application est obligatoire au 1er janvier 2014. Le Groupe n'anticipe à ce jour aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'adoption de cet amendement.

Les principales zones de jugements et d'estimations pour l'établissement des comptes semestriels résumés sont identiques à celles détaillées dans la note 2-B de l'annexe aux comptes annuels.

3. STRUCTURE DU GROUPE

Evolution du périmètre de consolidation en 2013

En mai 2013, DIAC SA a fusionné avec la société Cogera SA avec effet retro-actif au 1er janvier 2013.

Evolution du périmètre de consolidation en 2012

Le FCT (Fond commun de titrisation) Master Trust Cars Alliance Auto Loans France FCC utilisé dans le passé pour la titrisation de DIAC SA a été remplacé par trois FCT distincts :

- Cars Alliance Auto Loans France Master, qui a émis le 25/5/2012 des titres mobilisables à la BCE (Banque Centrale Européenne) auto-souscrits par RCI Banque SA pour 596 M€
- Cars Alliance Auto Loans France F 2012-1 qui a été utilisé pour l'émission publique de 750 M€ distribuée auprès des investisseurs en date de valeur 27/6/2012.
- CARS Alliance Auto Loans France V 2012-1 a été utilisé pour l'émission publique à taux variable de 700 M€ distribuée auprès des investisseurs en date de valeur 26/11/2012

4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique volatil et incertain, RCI Banque continue d'appliquer au groupe DIAC une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité. Par ailleurs, le groupe DIAC n'a pas d'exposition sur les dettes souveraines de la Grèce, de l'Espagne, de l'Italie, de l'Irlande et du Portugal.

Liquidité

Le pilotage du risque de liquidité du groupe DIAC, assuré par RCI Banque, est fondé sur plusieurs indicateurs ou analyses, réactualisés mensuellement sur la base des dernières prévisions d'encours (clientèle et réseau) et des opérations de refinancement réalisées. Le dispositif a fait l'objet d'un audit interne et d'une revue par le régulateur bancaire (ACP) et a été renforcé par l'actualisation des procédures internes, entérinées par le Conseil d'Administration du 27 novembre 2012 :

La liquidité statique : l'objectif de RCI Banque est d'avoir une liquidité statique positive. Les actifs générés dans le passé ont été financés par des dettes d'une maturité supérieure.

La liquidité dynamique « scénario noir » : cet indicateur prend en compte les prévisions d'activité nouvelle, dans un contexte de stress test maximum qui n'envisage aucun accès à des ressources nouvelles. Ce scénario constitue l'indicateur de communication externe notamment vis-à-vis des agences de notation qui demandent une visibilité sur la liquidité d'au moins 6 mois. Il permet d'établir deux indicateurs :

- nombre de jours d'activité commerciale possibles sans accès au marché, en utilisant seulement les lignes bancaires confirmées et les mobilisations BCE (indicateur de pilotage interne et de communication externe),
- réserve de liquidité (indicateur de pilotage interne et de communication externe).

La liquidité dynamique « scénario gris » : réalisée à partir d'hypothèses de refinancement contraint : fermeture des marchés obligataires, accès restreint à la ressource court terme, accès à la titrisation (BCE ou conduits). Cette analyse est complétée par une simulation de l'évolution de la réserve de liquidité prévisionnelle.

La réserve de liquidité représente l'excédent de sécurités disponibles par rapport aux encours de certificats de dépôt et papier commercial. Le groupe se doit en effet de maintenir des sources de liquidité alternative supérieures à ses encours de titres de créances négociables à court terme.

La liquidité intrinsèque : correspond à la réserve de liquidité de RCI Banque sans les accords de crédit confirmés. Elle recouvre le cash disponible, les actifs hautement liquides sur le marché et les actifs éligibles et disponibles à la BCE après décote. L'indicateur du nombre de jour de liquidité intrinsèque mesure le nombre de jours pendant lesquels RCI Banque peut exercer son activité sans utilisation des accords de crédits confirmés.

Risque au titre de l'activité de crédit

Suite au renforcement des structures de recouvrement mise en œuvre entre fin 2008 et le début de l'année 2009 les performances du recouvrement se sont nettement améliorées à compter du premier trimestre 2009. Le pilotage de la nouvelle production par la probabilité de défaut issue des systèmes de score a permis d'améliorer la qualité du portefeuille sur tous les grands marchés.

Après avoir atteint en 2011 un point bas historique, inférieur au niveau constaté avant le déclenchement de la crise financière, le coût du risque du portefeuille commercial amorce une remontée contrôlée, principalement expliquée par la croissance des encours, en particulier dans les pays du grand international.

Les perspectives économiques restant incertaines, le pilotage centralisé de la politique d'acceptation mise en place au début de la crise a été maintenu. Le réglage des systèmes d'acceptation est ajusté en fonction de stress-test mis à jour de façon trimestrielle sur les principaux pays par marché (particuliers, entreprise). Au final, la qualité de la production est en ligne avec les objectifs.

Dans une conjoncture économique incertaine, le groupe DIAC reste attentif à un environnement changeant, avec pour cible de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et les cibles de rentabilité.

Rentabilité

Les marges de crédit constatées sur les marchés, malgré la relative stabilité des taux de swap de référence, ont connu des mouvements significatifs. Dans ce contexte, le groupe DIAC a continué à faire preuve d'une grande réactivité en révisant régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité. Cette méthode permet de maintenir constante la rentabilité de cette activité.

Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des Comités Financiers mensuels.

Les comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

Exposition au risque de crédit bancaire

DIAC, dont la position structurellement emprunteuse est refinancée par son actionnaire RCI Banque, ne présente pas d'excédent de trésorerie et n'est pas exposée au risque de contrepartie bancaire.

5. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Note 1 : Secteurs opérationnels

Segmentation par marché

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2013
Encours productif moyen	6 044	2 317		8 361
Produit net bancaire	150	18	(2)	166
Résultat brut d'exploitation	88	13		101
Résultat d'exploitation	74	9		83
Résultat avant impôts	74	9		83

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2012
Encours productif moyen	6 327	2 147		8 473
Produit net bancaire	181	15	(2)	194
Résultat brut d'exploitation	122	11		133
Résultat d'exploitation	103	13		116
Résultat avant impôts	103	13		116

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2012
Encours productif moyen	6 296	2 139		8 435
Produit net bancaire	331	32	(2)	361
Résultat brut d'exploitation	211	24		235
Résultat d'exploitation	176	15		191
Résultat avant impôts	176	16	(1)	191

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe DIAC proviennent d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes ou fiscales de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe DIAC tels que présentés aux notes 4 et 5 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Segmentation géographique

L'intégralité des opérations du groupe DIAC est réalisée en France.

Note 2 : Instruments dérivés

En millions d'euros	06/2013		12/2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des actifs et passifs financiers désignés en couverture	7	2	28	49
Instruments dérivés de taux et de change : Couverture de juste valeur	7		21	
Instruments dérivés de taux : Couverture de flux de trésorerie futurs		2	7	49
Total des instruments dérivés (*)	7	2	28	49
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	7	2	28	49

Ces postes comprennent essentiellement des instruments dérivés contractés sur les marchés de gré à gré par le groupe DIAC dans le cadre de sa politique de couverture de l'exposition aux risques de taux d'intérêt.

Ventilation des nominaux d'instruments dérivés par durée résiduelle et par intention de gestion

En millions d'euros	Inférieur à 1 an	de 1 an à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total 06/2013
Couverture du risque de taux				
<u>Opérations de swap de taux</u>				
Prêteurs		1 160		1 160
Emprunteurs		1 160		1 160

En millions d'euros	Inférieur à 1 an	de 1 an à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total 12/2012
Couverture du risque de taux				
<u>Opérations de swap de taux</u>				
Prêteurs	1 493	1 265		2 758
Emprunteurs	1 493	1 265		2 758

Note 3 : Prêts et créances sur les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Créances à vue sur les établissements de crédit	157	362
Comptes ordinaires débiteurs	157	142
Prêts au jour le jour		220
Créances à terme sur les établissements de crédit	1 476	760
Comptes et prêts à terme	1 475	759
Créances rattachées	1	1
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	1 633	1 122
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>1 528</i>	<i>1 029</i>

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Note 4 : Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Prêts et créances sur la clientèle	9 459	9 233
Opérations avec la clientèle	5 662	5 393
Opérations de location financière	3 797	3 840
Opérations de location opérationnelle	99	71
Total opérations avec la clientèle et assimilées	9 558	9 304

Au 30 juin 2013, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 44 millions d'euros contre 45 millions au 30 juin 2012.

Au titre de leur politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, les constructeurs participent à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe DIAC. Au 30 juin 2013, cette participation s'élève à 13 millions d'euros contre 29 millions d'euros au 30 juin 2012.

4.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Créances sur la clientèle	5 826	5 563
Affacturage	279	357
Autres créances commerciales	90	90
Autres crédits à la clientèle	5 008	4 756
Comptes ordinaires débiteurs	185	84
Créances douteuses et compromises	264	276
Créances rattachées sur clientèle	18	18
Autres crédits à la clientèle	12	12
Créances douteuses et compromises	6	6
Éléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	31	28
Étalement des frais de dossiers et divers	(18)	(17)
Étalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(21)	(25)
Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	70	70
Dépréciation des créances sur la clientèle	(213)	(216)
Dépréciation sur créances incidentées ou à risque	(36)	(32)
Dépréciation des créances douteuses et compromises	(177)	(184)
Total net des créances sur la clientèle	5 662	5 393

Les opérations de titrisation, intervenues chez DIAC S.A. (y compris celle relative aux créances réseau) n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé par ces sociétés. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par l'alliance Renault-Nissan.

4.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Créances sur opérations de location financière	3 820	3 865
Crédit-bail et location longue durée	3 737	3 780
Créances douteuses et compromises	83	85
Créances rattachées sur opérations de location financière	18	16
Crédit-bail et location longue durée	15	13
Créances douteuses et compromises	3	3
Éléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	20	21
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(29)	(33)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	49	54
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	(61)	(62)
Dépréciation sur créances incidentées ou à risque	(7)	(7)
Dépréciation des créances douteuses et compromises	(54)	(55)
Total net des créances sur opérations de location financière	3 797	3 840

4.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Immobilisations données en location	101	74
Valeur brute des immobilisations données en location	116	87
Amortissements sur immobilisations données en location	(15)	(13)
Créances sur opérations de location opérationnelle	1	
Créances saines	1	
Dépréciation des opérations de location opérationnelle	(3)	(3)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(3)	(3)
Total net des opérations de location opérationnelle	99	71

Note 5 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2013
Valeur brute	6 675	2 880	280	9 835
Créances saines	6 409	2 793	277	9 479
Créances douteuses	52	77	2	131
Créances compromises	214	10	1	225
<i>% des créances douteuses et compromises sur le total des créances</i>	<i>3,99%</i>	<i>3,02%</i>	<i>1,07%</i>	<i>3,62%</i>
Dépréciation sur base individuelle	(211)	(47)	(1)	(259)
Dépréciation créances saines	(15)	(13)		(28)
Dépréciation créances douteuses	(28)	(24)		(52)
Dépréciation créances compromises	(168)	(10)	(1)	(179)
Dépréciation collective sectorielle	(3)	(15)		(18)
Dépréciation des créances	(3)	(15)		(18)
Total des valeurs nettes (*)	6 461	2 818	279	9 558
<i>(*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)</i>	<i>75</i>	<i>403</i>	<i>166</i>	<i>644</i>

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2012
Valeur brute	6 797	2 613	175	9 585
Créances saines	6 519	2 524	172	9 215
Créances douteuses	54	80	1	135
Créances compromises	224	9	2	235
<i>% des créances douteuses et compromises sur le total des créances</i>	<i>4,09%</i>	<i>3,41%</i>	<i>1,71%</i>	<i>3,86%</i>
Dépréciation sur base individuelle	(218)	(43)	(1)	(262)
Dépréciation créances saines	(13)	(10)		(23)
Dépréciation créances douteuses	(27)	(24)		(51)
Dépréciation créances compromises	(178)	(9)	(1)	(188)
Dépréciation collective sectorielle	(4)	(15)		(19)
Dépréciation des créances	(4)	(15)		(19)
Total des valeurs nettes (*)	6 575	2 555	174	9 304
<i>(*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)</i>	<i>44</i>	<i>358</i>	<i>66</i>	<i>468</i>

L'information sectorielle est détaillée en note 1.

Au titre de leur politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, les constructeurs participent à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe DIAC.

Note 6 : Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Créances d'impôts et taxes fiscales	34	65
Créances d'impôts courants	12	13
Créances d'impôts différés	1	30
Créances fiscales hors impôts courants	21	22
Comptes de régularisation et actifs divers	396	194
Autres débiteurs divers	153	140
Comptes de régularisation actif	14	11
Valeurs reçues à l'encaissement	229	43
Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)	430	259
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>117</i>	<i>122</i>

Note 7 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre**7.1 - Ventilation des dettes par méthode d'évaluation**

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Dettes évaluées au coût amorti - Hors couverture juste valeur	10 044	8 335
Dettes envers les établissements de crédit	7 643	6 505
Dettes envers la clientèle	16	13
Dettes représentées par un titre	2 385	1 817
Dettes évaluées au coût amorti - Couverture juste valeur	217	983
Dettes envers les établissements de crédit	217	225
Dettes représentées par un titre		758
Total des dettes financières	10 261	9 318

7.2 - Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Dettes à vue envers les établissements de crédit	220	660
Comptes ordinaires créditeurs	79	649
Autres sommes dues	140	10
Dettes rattachées	1	1
Dettes à terme envers les établissements de crédit	7 640	6 070
Comptes et emprunts à terme	7 572	6 020
Dettes rattachées	68	50
Total des dettes envers les établissements de crédit (*)	7 860	6 730
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>7 590</i>	<i>6 599</i>

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

7.3 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Comptes créditeurs de la clientèle	11	10
Comptes ordinaires créditeurs	11	10
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	5	3
Autres sommes dues à la clientèle	5	3
Total des dettes envers la clientèle	16	13

7.4 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Titres de créances négociables (1)	15	82
Certificat de dépôts	15	82
Autres dettes représentées par un titre (2)	2 370	2 493
Autres dettes représentées par un titre	2 370	2 492
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre		1
Total des dettes représentées par un titre (*)	2 385	2 575
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>1 390</i>	<i>1 321</i>

(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par DIAC S.A.

(2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation française (DIAC S.A).

Note 8 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Dettes d'impôts et taxes fiscales	244	266
Dettes d'impôts courants	4	9
Dettes d'impôts différés	226	238
Dettes fiscales hors impôts courants	14	19
Comptes de régularisation et passifs divers	372	385
Dettes sociales	38	49
Autres créiteurs divers	209	202
Comptes de régularisation passif	124	121
Comptes d'encaissement	1	13
Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)	616	651
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>74</i>	<i>59</i>

Note 9 : Provisions

En millions d'euros	12/2012	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2013
			Utilisées	Non Utilisées		
Provisions sur opérations bancaires	10				(2)	8
Autres provisions	10				(2)	8
Provisions sur opérations non bancaires	43	1		(1)	2	45
Provisions pour engagements de retraite et ass.	28				1	29
Provisions pour risques fiscaux et litiges	12	1		(1)	1	13
Autres provisions	3					3
Total des provisions	53	1		(1)		53

(*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

Chacun des litiges connus dans lesquels DIAC S.A. ou des sociétés du Groupe sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

Note 10 : Dépréciation et provision constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2012	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2013
			Utilisées	Non utilisées		
Dépréciations sur opérations bancaires	283	88	(61)	(33)	(2)	275
Opérations avec la clientèle (sur base individuelle)	264	87	(61)	(32)	(1)	257
Opérations avec la clientèle (sur base collective)	19	1		(1)	(1)	18
Provisions sur opérations non bancaires	4	1		(1)	1	5
Autres couvertures d'un risque de contrepartie	4	1		(1)	1	5
Total couverture des risques de contreparties	287	89	(61)	(34)	(1)	280

(*)Autres variations =Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 5.

Note 11 : Dettes subordonnées

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Dettes évaluées au coût amorti	1	
Dettes rattachées sur emprunts subordonnés	1	
Dettes évaluées à la juste valeur	9	9
Titres participatifs	9	9
Total des dettes subordonnées	10	9

La rémunération des titres participatifs émis en 1985 par DIAC S.A. comprend une partie fixe égale au TAM (Taux annuel monétaire) et une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du groupe DIAC de l'exercice par rapport à celui de l'exercice précédent.

Note 12 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2013
Actifs financiers	3 303	3 403	4 380	13	11 099
Instruments dérivés		7			7
Prêts et créances sur les établissements de crédit	264	263	1 106		1 633
Prêts et créances sur la clientèle	3 039	3 133	3 274	13	9 459
Passifs financiers	3 557	2 864	3 842	10	10 273
Instruments dérivés	2				2
Dettes envers les établissements de crédit	2 411	2 398	3 051		7 860
Dettes envers la clientèle	16				16
Dettes représentées par un titre	1 128	466	791		2 385
Dettes subordonnées				10	10

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2012
Actifs financiers	3 028	3 211	4 106	38	10 383
Instruments dérivés	5	4	19		28
Prêts et créances sur les établissements de crédit	413	4	705		1 122
Prêts et créances sur la clientèle	2 610	3 203	3 382	38	9 233
Passifs financiers	3 400	1 920	4 047	9	9 376
Instruments dérivés	12	9	28		49
Dettes envers les établissements de crédit	2 277	1 752	2 701		6 730
Dettes envers la clientèle	13				13
Dettes représentées par un titre	1 098	159	1 318		2 575
Dettes subordonnées				9	9

Note 13 - Décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur

En millions d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total 06/2013
Actifs comptabilisés à la juste valeur		7		7
Instruments dérivés		7		7
Passifs comptabilisés à la juste valeur	9	2		11
Titres participatifs	9			9
Instruments dérivés		2		2

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 7 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les dettes évaluées au coût amorti - couverture de juste valeur, n'étant valorisées à la juste valeur qu'à hauteur de l'élément couvert, elles sont désormais exclues de la décomposition par niveau présentée ci-dessus.

Note 14 : Engagements reçus

En millions d'euros	06/2013	12/2012
Engagements de financement	785	814
Engagements reçus d'établissements de crédit	784	814
Engagements reçus de la clientèle	1	
Engagements de garantie	3 110	3 088
Engagements reçus d'établissements de crédit	110	110
Engagements reçus de la clientèle	800	788
Engagements de reprise reçus	2 200	2 190
Total des engagements reçus (*)	3 895	3 902
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	2 253	2 256

Garanties et collatéraux :

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissement, lettre d'intention, garanties bancaires à première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe DIAC mène donc une gestion active et rigoureuse de ses sûretés notamment en les diversifiant : assurance crédit, garanties personnelles et autres.

Note 15 : Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	06/2013	06/2012	12/2012
Intérêts et produits assimilés	296	315	614
Opérations avec les établissements de crédit	2	4	8
Opérations avec la clientèle	149	150	291
Opérations de location financière	144	149	297
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	1	12	18
Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	(48)	(42)	(87)
Opérations avec la clientèle	(27)	(25)	(51)
Opérations de location financière	(21)	(17)	(36)
Total des intérêts et produits assimilés (*)	248	273	527
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	52	49	108

La titrisation des créances DIAC S.A. n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 16 : Intérêts et charges assimilés

En millions d'euros	06/2013	06/2012	12/2012
Opérations avec les établissements de crédit	(111)	(93)	(176)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(7)	(35)	(58)
Charges sur dettes représentées par un titre	(12)	(14)	(31)
Autres intérêts et charges assimilés			(1)
Total des intérêts et charges assimilés (*)	(130)	(142)	(266)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	(120)	(127)	(250)

Note 17 : Produits (charges) nets des autres activités

En millions d'euros	06/2013	06/2012	12/2012
Autres produits d'exploitation bancaire	174	194	358
Prestations accessoires aux contrats de financement	115	142	248
Produits des activités de services	27	22	49
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	23	21	40
Opérations de location opérationnelle	8	5	12
Autres produits d'exploitation bancaire	1	4	9
<i>dont reprise de provisions pour risques bancaires</i>	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>4</i>
Autres charges d'exploitation bancaire	(126)	(131)	(258)
Coûts des prestations accessoires aux contrats de financement	(69)	(73)	(133)
Coûts des activités de services	(23)	(20)	(44)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(19)	(20)	(38)
<i>dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles</i>			<i>(1)</i>
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(7)	(7)	(23)
Opérations de location opérationnelle	(6)	(4)	(10)
Autres charges d'exploitation bancaire	(2)	(7)	(10)
<i>dont dotation aux provisions pour risques bancaires</i>		<i>(6)</i>	<i>(8)</i>
Autres produits et charges d'exploitation non bancaire	1		
Autres produits d'exploitation non bancaire	1		6
Autres charges d'exploitation non bancaire			(6)
Total des produits et charges nets des autres activités (*)	49	63	100
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>12</i>	<i>5</i>	<i>11</i>

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Les produits et charges liés aux opérations de location opérationnelle sont classés en produits et charges nets des autres activités, conformément à la recommandation du CNC n°2004-R.03.

Note 18 : Charges générales d'exploitation

En millions d'euros	06/2013	06/2012	12/2012
Frais de personnel	(43)	(42)	(88)
Rémunération du personnel	(20)	(21)	(44)
Charges de retraites et assimilées	(5)	(4)	(9)
Autres charges sociales	(15)	(14)	(28)
Autres charges de personnel	(3)	(3)	(7)
Autres frais administratifs	(20)	(17)	(35)
Impôts et taxes hors IS	(7)	(4)	(9)
Loyers	(3)	(4)	(7)
Autres frais administratifs	(10)	(9)	(19)
Total des charges générales d'exploitation (*)	(63)	(59)	(123)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	22	20	43

Les autres charges de personnel comprennent les flux relatifs aux provisions pour restructuration et pour risques liés au personnel.

Conformément aux normes du Groupe Renault, la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) a été classée en Impôts et taxes hors IS.

Note 19 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	06/2013	06/2012	12/2012
Coût du risque sur financement clientèle	(15)	(19)	(35)
Dotations pour dépréciation	(75)	(131)	(212)
Reprises de dépréciation	83	133	219
Pertes sur créances irrécouvrables	(26)	(22)	(44)
Récupérations sur créances amorties	3	1	2
Coût du risque sur financement des Réseaux	(3)	2	(8)
Dotations pour dépréciation	(11)	(20)	(37)
Reprises de dépréciation	8	23	31
Pertes sur créances irrécouvrables		(1)	(2)
Coût du risque sur autres activités			(1)
Variation des dépréciations des autres créances			(1)
Total du coût du risque	(18)	(17)	(44)

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

Note 20 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	06/2013	06/2012	12/2012
Impôts exigibles	(23)	(39)	(59)
Impôts courants sur les bénéfices	(23)	(39)	(59)
Impôts différés	(5)	(3)	(13)
Impôts différés	(5)	(3)	(13)
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	(28)	(42)	(72)

Le taux effectif d'impôts du Groupe s'établit à 33,55% au 30 juin 2013 contre 36,09% au 30 juin 2012 et 37,71% au 31 décembre 2012.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

